



EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 11/2018 – 2

OBJET : AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (AVAP)
Engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Moissac avec le projet d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP)

L'An deux mille dix-huit et le quatorze du mois de novembre (14.11.2018) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 8 novembre 2018, s'est rassemblé à la salle Jules Fromage de Saint-Nicolas-de-la-Grave, sous la présidence de Monsieur Bernard GARGUY, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. GARGUY Bernard, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. HENRYOT Jean-Michel, 2^{ème} Vice-Président
M. BRIOIS Dominique, 3^{ème} Vice-Président
M. CAPAYROU Joël, 4^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 5^{ème} Vice-Présidente
Mme FEAU Annie, 6^{ème} Vice-Présidente
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 7^{ème} Vice-Président
M. BENCE Jean-Marie, 8^{ème} Vice-Président
Mme DELZERS Monique, 9^{ème} Vice-Présidente
M. GIAVARINI Jean-Claude, 10^{ème} Vice-Président
Mme ROLLET Colette, 11^{ème} Vice-Présidente
M. LANNES Serge, 12^{ème} Vice-Président

Mme ROBIN Nathalie - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - Mme HURREAU-SAUVET Nadia - M. PONS Michel - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°1) - Mme TRESSENS Christiane - M. IMBERT Jean-Paul - M. BENECH Robert - M. ANGLES André - Mme GAMBARA Corinne - Mme GARRIGUES Maïté - Mme BAULU Maryse - M. ANDRAL Maurice - M. HENRYOT Jean-Luc - Mme VALETTE Muriel - M. FONTANIE Pierre - M. JAUBERT Jacques - M. DUPUY Guy - M. DELLAC Patrick - M. LAFONT Hubert - M. GERARDIN Frédéric - M. DESQUINES Philippe - M. SAMAIN Hugues - M. FEGNE Jean - M. BRAS Jacques - M. DIRAT Gilberte -

CONSEILLERS REPRESENTES :

M. REMIA Alex
M. KOZLOWSKI Éric
Mme CAMPOURCY Véronique
M. CASSIGNOL Michel
Mme MAERTEN Fabienne
M. GUILLAMAT Pierre
Mme CASTRO Marie
M. VALLES Gérard
M. DESCAZEUX Robert
M. PREVEDELLO Xavier

a donné procuration à M. BENECH Robert
a donné procuration à Mme HURREAU-SAUVET Nadia
a donné procuration à M. PONS Michel
a donné procuration à Mme GARRIGUES Maïté
a donné procuration à M. HENRYOT Jean-Luc
a donné procuration à Mme VISSIERES-DELVOLVE MT
a donné procuration à Mme FEAU Annie
a donné procuration à M. GARGUY Bernard
est remplacé par M. VIGNAUX C., conseiller suppléant
a donné procuration à Mme BAJON-ARNAL Jeanine

ABSENTS EXCUSES :

Mme BERGE Marie-Luce
M. CALVI Daniel
Mme CARDONA Muriel (jusqu'au procès-verbal)

ABSENTS NON EXCUSES :

M. CHARLES Patrice
M. GARRIGUES Jean-Claude

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un Secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Mr Jean-Luc HENRYOT ayant obtenu la majorité des suffrages, a été délégué pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Exposé préalable

Par délibération en date du 24 juillet 2008, le conseil municipal de Moissac a prescrit la mise à l'étude d'un projet de zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP), transformée (conformément au décret du 19 décembre 2011) en procédure d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) par délibération du conseil municipal du 28 juin 2012.

Le projet d'AVAP est aujourd'hui finalisé et devra faire l'objet d'un arrêt en conseil communautaire, la Communauté de Communes Terres des Confluences étant désormais compétente en matière de planification et donc d'AVAP.

L'Aire de mise en valeur d'Architecture et du Patrimoine a pour objet de promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces paysagers dans le respect du développement durable. Son but est de garantir la qualité architecturale des constructions existantes et à venir ainsi que l'aménagement des espaces.

Les prescriptions de l'AVAP constituent une servitude d'utilité publique. Elles s'ajoutent aux dispositions du Plan Local d'Urbanisme. Tous travaux, à l'exception des travaux sur un monument historique classé, ayant pour objet ou pour effet de transformer ou de modifier l'aspect d'un immeuble, bâti ou non, compris dans le périmètre d'une AVAP, est soumis à autorisation préalable délivrée par l'autorité compétente. Cette autorisation peut être assortie de prescriptions particulières destinées à rendre le projet conforme au règlement de l'aire.

A ce jour, certains points du règlement écrit du PLU de Moissac sont contradictoires avec le règlement écrit de l'AVAP. De plus, les plans de zonage respectifs de ces documents ne sont pas cohérents pour certaines zones. Il est donc indispensable de rendre le PLU compatible avec ce document de rang supérieur afin d'éviter tout frein à l'application de l'AVAP mais aussi toute confusion, principalement de la part des administrés, concernant l'applicabilité des règles.

Conformément à l'article L.642-3 du Code du Patrimoine (*dans sa version antérieure à la loi CAP*), la mise en compatibilité du PLU devra être réalisée selon la procédure définie aux articles L.153-54 à L.153-59 du Code de l'Urbanisme, et plus précisément via une déclaration de projet.

Conformément aux articles précités, cette déclaration de projet fera l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'EPCI et des Personnes Publiques Associées (PPA) puis sera soumis à enquête publique portant à la fois sur l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan.

Au terme de cette enquête publique, au regard des avis émis et des conclusions du commissaire enquêteur et après accord du Préfet, le conseil communautaire se prononcera sur l'intérêt général du projet poursuivi et approuvera les modalités de mise en compatibilité du PLU. Cette délibération commune emportera approbation de l'AVAP et approbation des nouvelles dispositions du Plan Local d'Urbanisme conformément à l'article R.153-15 du Code de l'Urbanisme.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article 28 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite Loi Grenelle 2 ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu la loi du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le décret n°2011-1903 du 19 décembre 2011 relatif aux aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ;

Vu la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (dite Loi CAP) transformant de plein droit les AVAP et les ZPPAUP en sites patrimoniaux remarquables, régis par les articles L630-1 à L633-1 du Code du Patrimoine ;

Vu l'article 114 de la loi CAP disposant que les projets d'AVAP mis à l'étude avant le 8 juillet 2016 sont instruits puis approuvés conformément aux articles L642-1 à L642-10 du Code du Patrimoine, dans leur rédaction antérieure ;

Vu le Code du Patrimoine et notamment ses articles L.642-1 à L.642-10, dans leur version antérieure à la loi CAP ;

Vu les articles L.153-54 à L153-59, L.300-6 et R.153-15 du Code de l'Urbanisme ;

Vu le projet de délibération du Conseil Municipal de Moissac en date du 27/09/2018 sollicitant la Communauté de Communes Terres des Confluences pour poursuivre la procédure d'approbation de l'AVAP, pour engager la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Moissac avec le projet d'AVAP et pour engager une procédure de modification du PLU de Moissac ;

Vu la délibération du conseil communautaire Terres des Confluences en date du 14 novembre 2018 acceptant de poursuivre la procédure d'approbation de l'AVAP, d'engager la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Moissac avec le projet d'AVAP et d'engager une procédure de modification du PLU de Moissac ;

Vu les avis de la commission communautaire Aménagement de l'espace, Urbanisme et Ruralité en date du 22 mai et du 24 octobre 2018 ;

Vu les avis du bureau communautaire en date du 18 septembre et du 6 novembre 2018 ;

Considérant que l'article L.642-3 du Code du Patrimoine (*dans sa version antérieure à la loi CAP*) dispose que lorsque le projet d'AVAP n'est pas compatible avec les dispositions du Plan Local d'Urbanisme, l'AVAP ne peut être créée que si celui-ci a été mis en compatibilité avec ses dispositions selon la procédure définie aux articles L.153-54 à L.153-59 du Code de l'Urbanisme, et plus précisément selon une déclaration de projet ;

Considérant que le projet d'AVAP est incompatible avec certaines dispositions du PLU de Moissac (contradiction des règlements écrits sur certains points ; incohérence des plans de zonage ; manque de lisibilité) et qu'une procédure de mise en compatibilité, reposant sur une déclaration de projet, doit donc être engagée ;

Considérant qu'en application de l'article L.153-54 du Code de l'Urbanisme, une déclaration de projet ne peut reposer que sur une action / opération ayant un caractère d'intérêt général ;

Considérant que le projet d'AVAP de la commune de Moissac relève de l'intérêt général dès lors qu'il a pour objet de promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces paysagers dans le respect du développement durable ; que son but est de garantir la qualité architecturale des constructions existantes et à venir ainsi que l'aménagement des espaces ;

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **décide d'engager** une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Moissac avec le projet d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine ;
- **charge** Monsieur le Président de l'exécution de la présente délibération et de l'autoriser à signer tout document nécessaire dans le cadre de cette procédure.

AR PREFECTURE

082-200066322-20181116-DEL1120182-AI

Regu le 16/11/2018

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté de Communes et à la mairie de Moissac pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs de la Communauté de Communes.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Préfecture le : 16/11/18

Publication le : 16/11/18

Notification le : Bg

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

B. GARGUY



Membres en exercice : 53
Présents : 40
Votants : 49
Adoptée à l'unanimité des votants